

EXERCICE CLOS LE 31 JUILLET **2022**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR  
LES COMPTES ANNUELS**

**ASSEMBLEE GENERALE DU 6 DECEMBRE 2022**

**ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ÉTABLISSEMENTS  
SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS  
-A.G.E.S.Ca.L.  
Collège et Lycée privés **SAINTE URSULE**  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

**5, Place du Petit Champ de Foire  
LUCON (Vendée)**

**ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ETABLISSEMENTS  
SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS  
-A.G.E.S.C.A.L.  
Collège et Lycée privés SAINTE URSULE  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
5, Place du Petit Champ de Foire  
LUCON (Vendée)**

**Exercice clos le 31 juillet 2022**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale du 6 décembre 2022

A.G.E.S.C.A.L.  
Collège et Lycée privés  
SAINTE URSULE

Exercice clos le 31 juillet 2022

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels**Aux membres de l'Association A.G.E.S.C.A.L.,****I. OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale du 17 décembre 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre **ASSOCIATION GESTIONNAIRE DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES CATHOLIQUES LUÇONNAIS – A.G.E.S.C.A.L. – Collège et Lycée privés SAINTE URSULE** relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II. FONDEMENT DE L'OPINION**

---

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> août 2021 à la date d'émission de notre rapport.

**III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes notamment assurés de la prise en compte et de l'utilisation des subventions d'investissement notifiées au titre de l'exercice, ainsi que de leur correcte comptabilisation.

#### **IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

##### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

#### **V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

A.G.E.S.Ca.L.  
Collège et Lycée privés  
SAINTE URSULE

Exercice clos le 31 juillet 2022

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon  
le 22 novembre 2022  
Le Commissaire aux comptes

Groupe Y – BOISSEAU  
ROMAIN GRIMAUD

A.G.E.S.Ca.L.  
Collège et Lycée privés  
SAINTE URSULE

Exercice clos le 31 juillet 2022

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels

## COMPTES ANNUELS

---



A.G.E.S.C.A.L. STE-URSULE

5 Place du petit champ de foire

B.P. 329

85403 LUÇON

BILAN AU 31 JUILLET 2022

ACTIF		EXERCICE N		EXERCICE N-1		PASSIF	EXERCICE N	EXERCICE N-1
		BRUT	amort.-provis.	NET	NET			
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES					CAPITAUX PROPRES		
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	44 724	-41 765	2 959	4 161	FONDS DE DOTATION	-18 136	-18 136
	GROSSES REPARATIONS A AMORTIR	82 740	-82 740	0	0	DONS ET PARTICIPATIONS DIVERSES	42 938	30 483
						SUBV INVEST SS DROIT DE REPRISE	0	0
	TERRAINS	70 100		70 100	70 100	SUBV INVEST AVEC DROIT DE REPRISE	2 978 696	2 748 900
	AMENAG. AGENC. INSTAL DES TERRAINS	576 905	-41 321	535 584	8 181	RESULTATS REPORT A NOUVEAU	80 634	229 796
	CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE	1 205 058	-1 178 323	26 736	29 993	RESULTAT DE L'EXERCICE		
	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	82 066	-82 066	0	0			
	INSTALLATIONS TECHNIQUES MAT ET OUTIL	12 937 906	-6 052 515	6 885 391	7 003 499	SUBVENTIONS	3 084 133	2 991 044
	IMMOBILISATIONS EN COURS	45 763		45 763	271 211	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	2 799 098	2 529 810
ACTIF CIRCULANT						SUBVENTIONS AU CPTE DE RESULTAT	-2 022 358	-1 819 138
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15 045 262	-7 478 729	7 566 533	7 387 145			
	PRETS	41 133		41 133	42 956	TOTAL FONDS PROPRES	3 860 873	3 701 715
	AUTRES CREANCES IMMOBILISEES	298		298	298	PROVISIONS		
						IDR+ DIVERS	65 898	72 522
						TOTAL PROVISIONS	65 898	72 522
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 086 693	-7 478 729	7 607 964	7 430 399	DETTES		
	CREANCES					EMPRUNTS ORGANISMES DE CREDIT	4 666 141	4 633 861
	CREANCES FAMILLES	4 858	-5 347	-489	-4 056	DETTES S/ACHATS OU PREST. SERVICES	91 864	328 076
	CREANCES DIVERSES	142		142	-126	DETTES FISCALES ET SOCIALES	83 757	87 263
REGUL.						DETTES DIVERSES		
	DISPONIBILITES	5 000	-5 347	-347	-4 182			
	PLACEMENTS					PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 841 762	5 049 200
	BANQUES	1 267 422		1 267 422	1 542 127	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	135 256	157 860
	CHEQUES POSTAUX	93		93	0	CHARGES A PAYER		
	CAISSE				71	CHARGES A PAYER	74 043	60 398
						TOTAL DETTES ET ASSIMILE	5 051 061	5 267 458
						Compte d'attente	52 173	70 100
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	36 431		36 431	40 007			
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE							
TOTAL DE L'ACTIF	CHARGES A RECEVOIR	118 442		118 442	103 374			
	PRODUITS A RECEVOIR	1 427 389	-5 347	1 422 042	1 681 397			
	TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSI							
TOTAL DE L'ACTIF		16 514 082	-7 484 076	9 030 006	9 111 796	TOTAL DU PASSIF	9 030 006	9 111 796



COMPTE DE RESULTAT DETAILLE AU : 31 JUILLET 2022

poste	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	N-1 2020- 2021	N 2021 - 2022	poste	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	N-1 2020- 2021	N 2021 - 2022
A1	CHARGES DE PERSONNEL	1 118 450	1 194 548	E1	PARTICIPATION DES FAMILLES	563 539	618 341
A2	INTERIMAIRE			E2	DEMI-PENSION / TICKETS REPAS	660 132	723 445
				E	TOTAL Contribution Familles	1 223 671	1 341 786
A	TOTAL COUTS DE PERSONNEL	1 118 450	1 194 548	F1	PARTICIPATIONS ETAT ET COLLECTIVITES	534 020	536 664
B1	CONSOMMATIONS	402 240	486 028	F2	PARTICIPATION REGION	275 743	271 058
B2	CONSOMMATIONS ACT PEDAGOGIQUE	4 873	75 805	F3	PARTICIPATION DEPARTEMENT	403 117	407 184
B3	AUTRES CHARGES EXTERNES	148 036	138 939	F4	PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	24 425	32 989
B4	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	189 615	232 846	F5	PRODUIT ACT PEDAGOGIQUE	4 873	75 805
B5	AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	28 317	30 639	F	TOTAL Participation et autres produits	1 242 177	1 323 701
B6	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	0	G1	PRODUCTION IMMOBILISEE	2 206	433
B7	CHARGES FINANCIERES	52 516	52 268	G2	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	6 308	16 783
B8	DOTATIONS AUX AMORT. ET PROV. EXCEPTIO	600 544	644 155	G3	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	8 804	10 467
B	TOTAL AUTRES COUTS	1 426 142	1 660 682	G4	PRODUITS FINANCIERS	1 236	1 090
				G5	REPRISE AMORTISS. ET PROVISIONS	6 331	32 247
C	TOTAL CHARGES BRUTES DE FONCT. (A+B)	2 544 592	2 855 230	G6	TRANSFERT DE CHARGES		
	CHARGES EXCEPTIONN. ANTERIEURES ET DIVERS			G7	SUBVENTIONS LIEES AUX INVESTISSEMENTS	288 325	205 641
D1	CHARGES EXCEPTIO. SUR OP GESTION	16 184	25 836	G	TOTAL Autres produits	293 211	266 659
D2	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	10 613	2 273	H	TOTAL DES PRODUITS DE FONCTION. (E+F+G)	2 759 059	2 932 145
D3	VALEUR COMPTABLE DES ELEMENTS D'ACTIF CEDES	939		I1	PRODUITS EXCEPT. ANTERIEURS ET DIVERS	43 066	31 828
D	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	27 736	28 109	I	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	43 066	31 828
	TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE (C+D)	2 572 328	2 883 339		TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE (H+I)	2 802 125	2 963 973
	RESULTAT	229 796	80 634				
	TOTAL CHARGES	2 802 125	2 963 973		TOTAL PRODUITS	2 802 125	2 963 973

## ANNEXES

## SOMMAIRES

- 1 Informations générales
- 2 Règles et méthodes comptables
- 3 Etat de l'actif immobilisé et des amortissements
- 4 Tableau des fonds associatifs
- 5 Mouvements des subventions et des amortissements
- 6 Tableau des provisions
- 7 Concours publics
- 8 Etat des créances
- 9 Etat des dettes
- 10 Charges à payer - Charges constatées d'avance - Produits à recevoir
- 11 Engagements financiers

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Désignation de l'association : AGESCAL STE URSULE

Le total du bilan avant répartition est de 9 030 006 €

Le total du compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste est de 2 963 973 €

Ces comptes font apparaître un Résultat positif de : 80 634 €  
pour l'exercice d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.08.21 au 31.07.22

L'annexe ci-après fait partie intégrante des comptes annuels établis par la Présidente de l'OGEC.

### 1 Description de l'activité et des moyens de l'entité

#### 1.1 Objet social

L'association a pour objet, d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du collège et lycée privé SAINTE URSULE à luçon dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### 1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'OGEC est une association d'enseignement privé assurant la gestion  
du collège : contrat n°80 du 29/01/69 et avenant n°45 du 28/01/22  
du lycée : contrat n°13 du 29/01/69 et avenant n°54 du 28/01/22

Effectifs	2020/2021	1087 Dont Dp	930
	2021/2022	1079 Dont Dp	942

Les activités principales de l'association sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement secondaire : collège Enseignement secondaire : lycée	Restauration scolaire Etude surveillée

#### 1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- personnel enseignant mis à disposition par l'Etat
- personnel salarié OGEC : 30
- locaux scolaire : Batiment Sainte Ursule APECAV et SCI

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

	<u>Durée</u>	<u>Mode d'amortissement</u>
Grosses réparations à amortir	20 - 10 - 5 - 1 ans	Linéaire
Agencements des terrains	10 ans	Linéaire
Constructions	30 - 20 - 15 - 10 ans	Linéaire
Matériel et outillage	15 - 10 - 7 - 5 - 4 - 3 - 1 ans	Linéaire
Mobilier et matériel scolaire	10 - 5 - 4 - 3 - 1 ans	Linéaire
Mobilier et matériel restaurant et hébergement	15 - 10 - 8 - 5 - 3 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Mobilier et matériel de bureau informatique	15 - 5 - 3 - 2 - 1 ans	Linéaire



## **Participations, autres titres immobilisés, valeur mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

## **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **Subventions d'investissement**

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints.

## **Engagements de retraite**

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode rétrospective en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'association, et d'une actualisation financière.

Le montant des droits acquis au 31/07/2022 s'élève à 62 532. €.

Le solde de l'engagement fait l'objet d'une reprise de provision pour 9 990 €.

## **Notes sur le compte de résultat**

### **1) Information sur les cotisations - contributions**

Les contributions sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois si l'OGEC peut justifier d'un droit d'égir en recouvrement, généré par un appel, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

### **2) Information sur les concours publics et les subventions**

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint dans l'annexe.

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Désignation	Au début de l'exercice	de l'exercice (en +)	Transfert compte à compte	Cessions (en -)	TOTAL
Immobilisations incorporelles	44 724				44 724
Immobilisations corporelles	13 999 291	799 495	225 449	69 459	14 954 776
Immobilisations corporelles en cours	271 211		-225 449		45 763
Immobilisations financières	43 254			1 823	41 431
	14 358 480	799 495	0	71 282	15 086 693

TABEAU DES AMORTISSEMENTS

Désignation	Au début de l'exercice	de l'exercice (en +)	Cessions (en -)	TOTAL
Immobilisations incorporelles et corporelles	6 928 081	620 107	69 459	7 478 729
	6 928 081	620 107	69 459	7 478 729

Tableau des fonds associatifs				
	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires	-18 136			-18 136
Subventions investissements sans droit de reprise	0			0
Legs ou donations	30 483	12 455		42 938
<b>TOTAL FONDS SANS DROIT DE REPRISE</b>	<b>12 348</b>	<b>12 455</b>	<b>0</b>	<b>24 803</b>
Subventions investissements avec droit de reprise	0		0	0
<b>TOTAL FONDS AVEC DROIT DE REPRISE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Réserves	0			0
Report à nouveau	2 748 900	229 796		2 978 696
Résultat de l'exercice	229 796	80 634	-229 796	80 634
Subventions investissements amortissables nettes	710 671	66 069		776 740
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 701 715</b>	<b>388 954</b>	<b>-229 796</b>	<b>3 860 873</b>

MOUVEMENTS DES SUBVENTIONS

	Valeur brute des subventions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des subventions à la fin de l'exercice
Subvention Conseil Régional	185 867	87 125		272 992
Subvention Conseil Général	196 417	126 050		322 467
Autres subventions	0			0
Subventions LEPTA	145 620	58 535	2 420	201 735
Subvention DRAC	25 926			25 926
Subvention Conseil Régional avec droit de reprise	898 120			898 120
Subvention Conseil départemental avec droit de reprise	1 077 860			1 077 860
TOTAL GENERAL	2 529 810	271 710	2 420	2 799 100

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DES SUBVENTIONS

	Montant des amortissements au début de l'exercice	Changement réglementation comptable	Augmentations	Diminutions	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Subvention Conseil Régional	26 536		20 277		46 813
Subvention Conseil Général	9 335		21 789		31 124
Autres subventions	0				0
Subventions LEPTA	87 011		20 369	2 420	104 960
Subvention DRAC	1 971		1 078		3 049
Subvention Conseil Régional avec droit de reprise	788 752		61 162		849 914
Subvention Conseil départemental avec droit de reprise	905 533		80 966		986 499
TOTAL GENERAL	1 819 138	0	205 641	2 420	2 022 359



**MOUVEMENTS DES PROVISIONS**

	Montant des provisions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant des provisions à la fin de l'exercice
Indemnité départ à la retraite	72 522	19 701	29 691	62 532
Provision pour Précarité	0	3 366		3 366
Créances clients	6 921	982	2 556	5 347
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>79 443</b>	<b>24 049</b>	<b>32 247</b>	<b>71 245</b>

Tableau des fonds associatifs

	Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
731	Aides à l'emploi	8 671	14 473
732	Aides au développement des compétences		3 807
733	Financement par la taxe d'apprentissage des		
734	Financement des formations par apprentissage, divers		
735	Forfaits d'externat		
7351	dont forfait Etat	536 664	534 020
7352	dont forfait Région	271 057	275 743
7353	dont forfait Département	407 184	403 117
7354	dont forfait Communes et groupements de communes		
736	Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
737	Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
738	Autres concours publics		
73	<b>Sous-total concours publics</b>	<b>1 223 576</b>	<b>1 231 160</b>
741	Subventions Etat	0	0
742	Subventions Région		
743	Subventions Département		
744	Subventions Communes et groupements de communes		
748	Autres subventions d'exploitation		
7483	dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)		
7488	dont autres subventions	8 111	2 500
-749	Report de subventions		
74	<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>8 111</b>	<b>2 500</b>
73+74	<b>Total concours publics et subventions d'exploitation</b>	<b>1 231 687</b>	<b>1 233 660</b>

ÉTAT DES CRÉANCES			
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2) (3)	41 133		41 133
Autres immobilisations financières	298		298
	41 431		41 431
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Avances et acomptes versés			
Clients	-489	-489	
Autres créances			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
	118 584	118 584	
Groupe et associés (2)	118 095	118 095	
Débiteurs divers			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE			
	36 431	36 431	
	195 957	154 526	41 431
TOTAL GENERAL			
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			
(3) Dont prêts participatifs			

ÉTAT DES DETTES

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Dettes garanties par des sûretés réelles
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 666 141	393 854	1 595 403	2 676 884	
Emprunts et dettes financières divers					
Familles : avances reçues	91 864	91 864			
Fournisseurs et comptes rattachés					
Personnel et comptes rattachés	76 697	76 697			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur les salaires	5 324	5 324			
Etat et autres collectivités publiques					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés	1 736	1 736			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupes et associés (2)					
Autres dettes	74 043	74 043			
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>4 915 805</b>	<b>643 518</b>	<b>1 595 403</b>	<b>2 676 884</b>	
Produits constatés d'avance	135 256	135 256			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 051 061</b>	<b>778 774</b>	<b>1 595 403</b>	<b>2 676 884</b>	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	400 000				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	367 721				
(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés (personnes physiques)					
(3) Emprunts participatifs					

CHARGES A PAYER		
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant déductible	Montant non déductible
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 992	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 051	
Dettes fiscales et sociales		
Autres dettes		
TOTAL	74 043	

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
	Charges	Produits
Charges et produits d'exploitation	36 431	135 256
TOTAL	36 431	135 256

PRODUITS A RECEVOIR	
	Montant
Subventions	116 722
Autres créances	1 720
TOTAL	118 442



## ENGAGEMENTS FINANCIERS

ORGANISME PRETEUR	Date d'octroi	Montant initial	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE		
			TOTAL	à plus d'un an	à moins d'un an
Société générale - Bâtiment 4è/3è - Garantie APECAV 0,95% - 15 ans	2017	1 700 000	1 159 134	1 044 098	115 036
Société générale - Bâtiment 4è/3è - Garantie APECAV 0,85% - 10 ans	2017	600 000	306 053	242 644	63 409
Caisse Epargne - Batiment maintenance + laverie + atè - Garantie APECAV 1,27% - 15 ans	2018	500 000	366 667	333 333	33 334
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,49 % - 17 ans	2019	750 000	726 939	719 966	6 973
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,35 % - 12 ans	2019	500 000	469 072	459 747	9 325
Crédit Mutuel - Batiment Administratif - Garantie APECAV 1,03 % - 7 ans	2019	600 000	312 543	226 479	86 064
Caisse épargne - Extension Gymnase et réhabilitation H - Garantie APECAV 1,04 % - 17 ans	2020	1 000 000	927 796	872 982	54 814
Société Générale - Ascenseur Lycée et local poubelles - Garantie APECAV 0,98 % - 15 ans	2022	400 000	397 936	373 039	24 897
<b>TOTAL</b>			<b>4 666 140</b>	<b>4 272 288</b>	<b>393 852</b>



**GROUPE Y - BOISSEAU**

52 rue Jacques-Yves-Cousteau  
BP 409  
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01